L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.

No 83, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:

MERCREDI MATIN, 6 MARS 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

DE L'EMPRISONNEMENT POUR DETTES.

Le projet de loi pour abolir la contrainte par corps, lequel se trouve maintenant soumis à la législature, est d'une haute importance et appelle les plus sérieuses méditations de nos hommes d'Etat. Nous n'avons pas la prétention de traiter la question mais nous croyons devoir soumettre quelques observations à ce sujet.

Le privilège accordé au créancier sur le débiteur n'est point d'invention moderne. Chez les Athéniens le créancier vendait son débiteur insolvable : ainsi l'impuissance de payer entraînait la servitude et qui pis est une servitude perpétuelle. Solon sut la gloire d'abréger cette loi barbare. A Rome le même droit existait en faveur du créancier et fut conservé dans la loi des douze tables, malgré son caractère anti-républicain. Cependant il ne paraît pas qu'il fut d'usage parmi les Romains de vendre leurs débiteurs, sauf quelques rares exceptions; les créanciers se contentaient de les réduire en servitude pour leur usage particulier et les faisaient travailler à leur profit. Et qu'il nous soit permis de dire en passant que la loi Romaine avec toute sa dureté était plus rationnelle au fond que la nôtre. Les Romains obligeaient leurs débiteurs insolvables à travailler pour eux leur donnant ainsi une chance de se libérer, et dans tous les cas, ils en faisaient des agents de production, nous, au contraire, nous les enfermons sans aucun profit pour personne. De travailleurs qu'ils étaient dans leur état d'indépendance, nous en faisons des consommateurs improductifs. Les Romains faisaient tout l'opposé, et d'un être oisif, ils faisaient un travailleur; l'avantage, comme on voit, n'est pas de notre côté malgré notre prétention à une supériorité universelle.

Dans l'état actuel de notre législation, tout débiteur est contraignable par corps, quelle que soit la cause de la dette, quelle qu'en soit l'importance. C'est-à-dire que notre législation actuelle sur la matière est à peu près aussi violente que possible.

Dans quelques pays, la loi fixe un minimum, afin de ne pas priver un homme de sa liberté pour une somme sans importance. Dans quelques autres on n'emprisonne pas pour dettes purement civiles et l'on ne donne le privilège de l'emprisonnement qu'aux dettes commerciales. On ne peut nier, que ce minimum ne soit utile ou pour mieux dire, ne soit un moindre mal : car c'est une légère protection donnée au pauvre débiteur, lequel en a grand besoin assurément. Ne voit-on pas en effet, que la peine de l'emprisonnement tombe presque exclusivement sur le pauvre débiteur insolvable, pendant que le riche insolvable trouve toujours les moyens de l'alender? La distinction entre les dettes civiles et les dettes commerciales est aussi une amélioration réelle, puisque l'emprisonnement pour dettes est, par la fait de cette distinction, circonscrit dans un cercle plus étroit. Cependant cette distinction n'aurait pas ici une grande portée, parce que presque toutes les choses y sont commerciales aux yeux de la loi, et ont à dire qu'elles font presque toutes des actes de commerce. Dans les vieilles sociétés européennes, une ligne de démarcation était aisée à tracer entre les travailleurs et les oisifs et entre certaines classes de travailleurs, mais parmi nous, peuple nouveau, qui travaillons à la con-quête d'un nouveau monde, ces classifications sont difficiles, pour ne pas dire impossibles, à établir légalement. C'est une raison péremptoire selon nous, pour ne pas emprunter à d'autres peuples des exceptions qui ne sauraient s'appliquer à notre état actuel de développement.

Il est bien vrai qu'on peut dire, pour soutenir le maintien de l'emprisonnement pour dettes, que la rigueur de la loi est, en définitive utile au débiteur, encore sous qu'il trouve plus facilement à emprunter et à de meilleures conditions; que la suppression de l'emprisonnement serait une prime à la mauvaise foi, parce que ceux qui ont de la fortune sans probité trouvent toujours le moyen de soustraire leurs propriétés à l'action de leurs créanciers, et que le seul moyen de les faire payer, c'est de les priver momentanément de leur liberté, qu'enfin la loi déjà en vigueur " pour venir au secours des débiteurs insolvables ", est suffisante pour protéger la liberté des débiteurs dont la probité est reconnue.

Mais à ces raisons on peut répondre victorieusement par les raisons suivantes. L'abolition de la contrainte par corps priverait naturellement de crédit, plus ou moins, tous les hommes sans probité et les jeunes débutants qui, prodigues du présent escomptent largement l'avenir : parceque la fortune des premiers n'offrirait plus une garantie suffisante aux prêteurs et que les parents des derniers ne seraient plus dans la nécessité de payer pour sauver l'honneur de leur famille. Mais quel mal en résulterait-il pour la société ? Le prêteur calculerait d'avance ses chances de perte et de remboursement, et s'il trouvait un placement de ce genre trop aventureil, il reporterait ses vues sur des emprunteurs plus solvables, sinon par leur fortune du moins par leur moralité.

Cette considération est suivant nous d'une haute importance, car tout ce qui peut tendre à augmenter la moralité des masses, doit trouver de l'encouragement et la législation doit s'en emparer pour lui imprimer plus d'activité et d'énergie. Dès le moment que les garanties morales entreront pour une grande part dans les moyens de travail, chacun aura intérêt à se conduire en honnête homme et l'on aura jeté dans la société la semence d'une vertu toujours féconde en beaux et grands résultats : l'émulation.

La loi actuelle qui tend à *protéger les débiteurs insolvables*, est très insuffisante en ce sens qu'elle ne protège jamais qu'après emprisonnement; qu'un homme peut être ruiné sans qu'il y ait de sa faute, et que l'emprisonner d'abord c'est le supposer criminel, ce qui est absurde; parceque le crime ne se présume point et doit être prouvé.

L'expérience, ce grand maître et *témoin vivant* et irrécusable l'expérience du reste ses données théoriques. L'abolition de la contrainte par corps a été effectuée depuis une quinzaine d'années dans l'Etat du Kentucky et les résultats ont dépassé les espérances des partisans de la mesure. On y voit presque plus de *cas louches*, ou chevaliers d'industrie, qui y abondaient auparavant, parce que *personne ne veut leur faire crédit*. Et l'on y consulte plus les antécédants d'un homme que sa fortune pour traiter avec lui.

Nous donnons donc notre approbation au principe du bill qui est actuellement devant la Législature. Quant à ses détails nous pensons qu'il faut simplifier autant que possible la procédure contre le débiteur *soupçonné d'avoir agi en fraude de ses créanciers*.

La loi ne doit avoir pour but que d'affranchir l'honnête homme malheureux d'une réclusion injuste et, comme expiation d'un délit qu'il n'a pas commis, et nullement de protéger l'homme de mauvaise foi; conséquence qui résulterait pourtant des dispositions de la loi si elle abritait l'insolvable derrière une procédure *longue et dispendieuse*.

Peut être serait-il bien aussi de porter à cinq ans le maximum de la peine de fraude énoncée en l'article 3 du projet de loi, parce que l'on doit avoir pour but d'être indulgent au malheur et sévère à la mauvaise foi.

NOUVELLES EXECUTIONS.

Le "Detroit Advertiser" du 5 février dit: Nous apprenons par un passager que vendredi, le capitaine Daniel, D. Bolford et Albert Clarke ont été exécutés à Londres, Haut Canada. Le corps de Bolford a été abandonné à ses amis. Hiram B. Lynn sujet américain avait subi le même sort que ces malheureux quelques *jours* auparavant. *Treize autres prisonniers*, tous américains, ont été condamnés au même supplice et doivent être exécutés le 16 courant. Julius Purley, l'un d'eux, s'est défendu lui-même et a terminé sa défense en disant : Messieurs, si je suis condamné, rappelez-vous que je meurs martyr de la cause de la liberté.

EXPORTATION DE FARINE.

Le *New York Express*, dit que la quantité de farine exportée de ce port durant la semaine qui a fini le 9 du mois dernier, s'est élevée à 4,213 barils; et le montant total de l'exportation de cet article depuis le 1er janvier de cette année est d'environ 17800 barils, quantité beaucoup plus considérable qu'elle ne l'avait été depuis plusieurs années.

Il a été présenté à la Chambre des pairs un projet de loi sur l'indemnité des colons de St Domingue. Comme ce projet subira naturellement des modifications, sont dans la chambre des Pairs, soit dans la Chambre des Députés, nous ne le reproduirons pas; mais nous tiendrons nos lecteurs au courant de ce qui en fera sur cette question.

Nous sommes fâché de ne pouvoir reproduire faute d'espace, les débats si animés et si dramatiques de cette longue lutte qui s'est établie dans la Chambre des Députés de France, entre le ministère et une coalition formidable par le nombre et le talent, à l'occasion de la discussion de l'adresse en réponse au discours du Trône. On n'a pu douter un seul instant du résultat de cette lutte et dès les premières séances, le ministère a dû songer à la retraite. Thiers, Guizot, Duchâtel, Dufaure, Passy, Chaix-d'Est-Ange, Odillon Barrot ont tenu à tout battre en brèche le ministère et ses défenseurs, et sous une telle artillerie nulle place n'est tenable long temps.

On connait le résultat; en sait que le ministère a donné sa démission en masse le 22 Janvier et qu'on a dû s'occuper de la formation d'un nouveau Cabinet.

VICTOIRE DU PARTI WHIG DANS LE MICHIGAN.

Les nouvelles qui nous ont été apportées de toutes les villes du comté de Washtenaw, Michigan, sur l'élection d'un représentant, donnent à Nathan Price, *candidat Whig, une majorité de cinq cent dix-huit* voix sur son adversaire loco foco Mr. Nelson H. Wing. La majorité Whig dans ce comté était, il y a trois mois, de trois cent cinquante voix ; les Whigs ont donc encore gagné cent soixante voies.

EPISODE ARRIERE

DE LA REVOLUTION DE 1776.

Lorsque l'Angleterre fut obligée d'admettre l'indépendance des Etats Unis et de ratifier par un traité la séparation accomplie de fait, ce ne fut pas une petite difficulté que de tracer une ligne de frontières entre la paye devenu libre et les provinces restées fidèles à la métropole. Les plénipotentiaires ne purent pas s'entendre sur tous les points, et passèrent outre, ajournant la solution des questions contestées. Depuis lors, les choses sont restées dans le *statu quo*, et l'on est encore à se mettre d'accord sur les limites qu'il convient de fixer entre l'état du Maine et le New Brunswick. Mais depuis lors aussi, ce problème a été une source d'animosité et de querelles entre les citoyens américains et les colons anglais. Les uns et les autres ont cherché à empiéter sur le territoire contesté, et l'intervention des autorités n'a pas toujours réussi à apaiser les deux partis.

Il y a environ deux mois, l'agent territorial de Maine, chargé de la gestion de cette affaire, fit à la législature de l'Etat un rapport énergique contre les empiétements des Anglais. En conséquence de ce rapport, il fut résolu qu'il serait nommé le 24 janvier, autorisant l'agent territorial, à user au besoin de la force pour repousser les étrangers qui s'étaient installés sur le territoire contesté, et subjuguant au gouverneur de prêter aide et protection à l'exécution de ce décret. Une somme de $10,000 fut allouée à cet effet et un crédit illimité ouvert pour telles sommes qui seraient jugées nécessaires.

C'est pour exécuter les ordres de la législature que l'agent colonial, Mr. McIntyre, à la tête de 200 hommes, se dirigea, le 18 février, sur la rivière Aroostook, où avaient lieu les empiétements. Les compagnies s'étaient retirés, au nombre d'environ 300, bien que leur intention eût d'abord été de résister et de ne pas céder la place sans faire usage des armes dont ils s'étaient munis ; ils avaient changé d'avis, en apprenant qu'on venait les attaquer avec six pièces de canon. M. McIntyre descendit le 19 sur la rive droite de l'embouchure, et le lundi 14, il s'empara d'une vingtaine de maraudeurs, dont il envoya les chefs à la prison de Bangor.

Le même jour, il adressa une lettre à son confrère, l'agent territorial de New-Brunswick, M. McLaughlin, pour l'informer de son entrée dans la maison de Mr. Fitz Herbert, à 4 milles environ de l'endroit où avait campé sa petite compagnie. Le soir il se rendit, avec 14 personnes, au lieu du rendez vous, dans l'intention d'y passer la nuit. Mais les maraudeurs en ayant été informés, Mr. Mann fit des leurs qui pénétrèrent de force chez M. Fitz Herbert. M. McIntyre et sa suite furent saisis et emmenés par eux dans l'intérieur du New Brunswick.

Tels sont les faits qui ont produit sur cette partie de la frontière une irritation dont les conséquences pourraient être graves, grâce à l'attitude qu'ont prise les gouverneurs des deux pays. L'un et l'autre ont lancé des proclamations belliqueuses, et font marcher des troupes pour repousser les violences dont ils s'accusent mutuellement. Celui du Maine, John Fairfield, a mis sur pied une partie de la milice, et celui de New-Brunswick, John Harvey, a envoyé ordre aux troupes régulières, cantonnées à Fredericton, St. John et Halifax, de marcher vers la frontière au nombre de 10,000. La législature du Maine a donné plein pouvoir au gouverneur d'agir suivant les circonstances et a mis une somme de 800,000 dollars à sa disposition. Un exprès, M. McCrane, a été envoyé à Washington; il a passé hier matin à New York. La guerre est en quelque sorte déclarée entre les deux provinces. Plusieurs escarmouches ont eu lieu, et l'on ne sait pas jusqu'où iront les représailles. Jusqu'ici il est certain que le sang n'a point été versé. L'agent territorial du Maine est retenu prisonnier à Fredéricton, par ordre du gouverneur; mais en revanche, celui de New-Brunswick a été arrêté le samedi 18, par 50 hommes de milice américaine sous les ordres du capitaine Rines, et est maintenant prisonnier à Bangor, avec le capitaine anglais Tibbots.

— A ces détails que nous empruntons à l'Enterprise de N. Y., nous ajoutons les suivants qui nous sont parvenus depuis.

Le *New Herald* dit tenir d'une source officielle que les dégats commis sur le territoire contesté, l'été 1838 par des ouvriers employés par des personnes bien connues et occupant une haute position sociale dans l'Etat du Maine.

Sir John Harvey *a envoyé la lettre suivante* au gouverneur Fairfield.

CHAMBRE DU GOUVERNEMENT,

Fredericton, New Brunswick, 13 fév. 1839.

"Monsieur : Je viens d'apprendre avec la plus grande surprise et la plus vive peine, que sous la *couleur* d'une communication quelconque à ce gouvernement, une force armée de l'Etat du Maine est entrée sur le territoire, dont la possession est actuellement en question, sur la contestation entre la Grande Bretagne et les Etats Unis territoire, qu'il a été décidé entre les deux gouvernements de rester dans la possession et la juridiction exclusive de l'Angleterre, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit rendue. Il a été de mon devoir dans plus d'une occasion de prévenir le gouvernement exécutif du Maine, que mes instructions ne me permettaient pas de souffrir aucune intervention dans cette possession et cette judiction, jusqu'à ce que la question du droit d'une des deux nations, *qui est en discussion entre les deux gouvernements généraux, ait été finalement réglée*.

Ayant fait connaître aussi explicitement la nature de mes instructions, je ne puis que répéter l'expression du profond regret que j'éprouve, que, au lieu de chercher à faire rappeler ou modifier ces mêmes instructions par le gouvernement général, l'Etat du Maine ait cru devoir nommer un officier subordonné, dans l'alternative de manquer également à son devoir, soit en n'exécutant point les ordres de son souverain, soit en les dépassant; et en jette les deux pays dans une guerre de frontières et peut être les deux nations dans des hostilités sanglantes et invétérées.

Telle est la position dans laquelle je me trouve placé par suite de la conduite manifeste de l'Etat du Maine, et de laquelle je n'hésiterai pas de prier Votre Excellence de me retirer, en rappelant immédiatement les forces dont il est contraire à mes instructions de permettre la présence sur les limites de ce territoire, comme étant reclamé par l'Angleterre, et il me sera plus convenable que j'informe V. E. que j'ai ordonné à des forces considérables composées de troupes de sa majesté, d'être prêtes à soutenir l'autorité de S. M., et à protéger les sujets de S. M. sur le territoire contesté, dans le cas où il ne serait pas fait immédiatement droit à cette demande.

Relativement aux excuses que pourrait alléguer l'Etat du Maine dans ce qui a rapport aux spoliations de bois qui ont été commises sur ce territoire; j'ai à informer V. E. qu'une barrière élevée par mes ordres sur la rivière St. Johns sur l'embouchure de l'Aroostook, où un officier protégé par une force suffisante, pourra empêcher le passage des bois dans le St. Jean *pendant le printemps, où les saisir*, pour les exposer en vente publique au profit du trésor du territoire contesté.

Des précautions semblables seront prises pour les bois coupés sur le St. Jean d'en haut, ou sur les ruisseaux tributaires qui viennent s'y joindre.

En attendant avec anxiété votre réponse à cette communication. J'ai l'honneur d'être

De Votre Excellence,

Le très humble et obéissant serviteur,

J. HARVEY.

Immédiatement après la réception de ce débat lement le gouverneur Fairfield a soumis un autre message à la législature, dans lequel il traite de nouveau la question et motive la conduite qu'il a tenue.

Dans la chambre des représentans il a été résolu à l'unanimité qu'il serait ordonné au gouverneur de communiquer au président des Etats-Unis, les mesures récemment adoptées par l'Etat du Maine, relativement aux infractions commises sur les terres publiques de l'état, ainsi que les copies de la correspondance entre le gouverneur de New-Brunswick et le pouvoir exécutif du Maine, relativement à ces mesures *et de demander l'aide du gouvernement général pour* soutenir les droits de l'état du Maine.

Les journaux annoncent la nouvelle importante de la reprise de l'honorable Rufus Mc. Intire, qui était allors à Bangor.

L'agitation paraît évidemment augmenter. Les volontaires venaient de tous côtés pour s'enrôler sous les ordres des *shérifs*. Cinq cents hommes étaient en route entre Bangor et l'Aroostook.

LEGISLATURE

[Rapporté pour l'Abeille]

SENAT.

La séance publique de ce jour a été extrêmement courte. Après la lecture du procès-verbal de la séance de lundi, Mr. Elan a demandé la reconsidération de l'acte rejeté hier, pour venir au secours de W. A. Powell. A la demande de l'honorable sénateur, cet acte a été renvoyé au comité judiciaire, afin d'aviser au rapport de conscience ce qui est dû à la justice, avec les précautions réglement la législature en cette matière.

Sur les midi et demie *le sénat s'est occupé d'affaires* exécutives et s'est ensuite ajourné à demain, mercredi à 11 heures.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Mr. Patton présente une pétition d'Elisabeth M. Fadden demandant le divorce de cette dernière d'avec son mari. Renvoyé à un comité choisi.

Mr. Lavergne présente une résolution pour que le comité d'éducation soit requis d'examiner la position des écoles publiques, des collèges et des institutions de l'Etat, et qu'il fasse son rapport à ce sujet dans les 20 jours qui suivront la clôture de la session.

Mr. Kenner du comité à qui avait été référé la pétition de A. Moreau et Mary F. Conway rapporte un bill à ce sujet.

Mr. Estivan fait une motion pour que les règles soient suspendues, afin de reprendre le bill pour les secours à accorder à la veuve d'Iberville. Par une section additionelle $5000 sont allouées au juge de police de Livingston, pour améliorations. $2000 sont également allouées pour l'achèvement du pont de la baie de Thompsons.

Le bill et les sections additionelles sont adoptés dans le comité général. Sur la question d'adoption du rapport du comité MM. Davidses, Brashear et Kanner parlent successivement; et une motion faite par Mr. Brashear de déposer le bill sur le bureau est refusée. La résultat des votes pour l'adoption du rapport a été de 15 oui et 15 non, et par le vote de l'orateur le rapport a été adopté. Sur la question de l'adoption finale du bill, il s'est élevé une forte discussion entre MM. Davidson, Brashear et Ratliff ; et elle n'a cessé, que lorsque la chambre a procédé aux ordres du jour.

ORDRES DU JOUR.

La chambre donne son consours à une résolution du sénat, portant que le gouverneur soit requis, dans les bill et résolutions envoyés d'une chambre à l'autre pour le concours de cette chambre, seront discutés avant toutes les autres affaires qui pourraient être devant la chambre à cette époque.

Le chambre prend le bill de la Banque des Citoyens établissant un branch bank de cette institution, chacune avec un capital de $500,000, dans tels lieux et dans telles parties de cet Etat que le président et les directeurs de la mère banque jugeront les plus convenables aux intérêts de l'institution. Ce bill vient du sénat pour obtenir le concours de la chambre. Quelques amendements sont faits, deux sections additionelles sont ajoutées et le bill est alors adopté.

Mr. Brashear demande que le bill du chemin de fer de Nashville soit repris ; mais l'heure étant avancée, la chambre s'ajourne jusqu'à demain matin à dix heures.

Décédé hier matin NATHL. DICK, à l'âge de 58 ans. Ses amis et connaissances sont invités à assister à son convoi sans autre avis, qui partira de sa cidevant demeure, rue du Canal, ce matin à 11 heures.

COMMERCIAL.

REMARQUES.

Les affaires ont été très calmes depuis vendredi, eu égard à la saison de l'année: cependant les ventes en général ont été encore assez étendues, sans être cependant très satisfaisantes, car il n'est à cette époque que les transactions les plus considérables ont ordinairement lieu, et l'on se plaint généralement de la restriction qu'elles ont éprouvée.

Le marché montraire devient graduellement plus facile; mais il y a cependant encore une pénurie dont on se plaint beaucoup.

La change reste le même pour les différentes places; il n'est très peu fait depuis notre dernier écrit.

Les demandes de coton ont été limitées depuis quelques jours; les ventes depuis vendredi s'élèvent à environ 4,000 balles dont 1800 balles ont été vendues hier à des prix tantôt peu en faveur des vendeurs, cependant nous ne changeons point nos côtes, nous notons le marché calme. On attend avec impatience les nouveaux avis qui doivent arriver à Newyork par le navire à vapeur Liverpool.

Il n'est rien fait d'important en tabac; l'existence sur place de cet article augmente tous les jours, mais les achateurs ne commenceront probablement pas à opérer aux prix qui sont demandés, quelques petites parties ne sont faites à nos côtes que nous avons vendues hier, voyez le tableau.

Farine—La farine se vend à 87 .25 @ 7 50 le baril, ce dernier prix est plus ordinaire et quelques détenteurs demandent davantage. Il n'y a que très peu d'achateurs pour le marché de Liverpool.

Maïs.—Le maïs se vend de 66 @ 70 cents le boisseau; mais les ventes en sont très limitées.

L'avoine est bien demandée à 56 et 60 cents le boisseau, les arrivages, sans que l'existence sur place en soit très peu considérable.

Il n'y a aucun changements dans les prix des provisions; le marché s'approvisionne non les jours davantage; les ventes sont calmes.

Whiskey—Calme et à une tendance à la baisse, nous côtons 23 et 24 cents le gallon pour rectifié.

La fret est toujours sans changement entre; pour Liverpool 3/4 d. pour le Havre 1 1/2 cent, il est très calme à ces prix.

PRIX COURANT DU COTON ET DES PRODUITS.

COTON, ₰ lb.....			
La m. Mouby, bon et fin.....	17	—	18
Bon moyen.....	15½	—	16
Bas.....	14½	—	15
Ordinaire.....	13	—	14½
Tête et N. Ala. bon et fin.....	16	—	17
Bon meilleur.....			
Bon.....			
Moyen.....			
Ordinaire.....			
TABAC, ₰ lb.			
Première qualité.....	11½		12
Seconde do.....	10		10½
Crosse, do.....	08		9
SUCRE, ₰ lb			
Très à fin,.....	6		6½
Choix et belle qualité.....	5½		6
Bar. habitation.....	5½		5½
MELASSE, ₰ gallon			
Bar habitation.....	28		30
TOILE D'EMS ₰ yarde			
De l'Ouest.....	20	—	21
Ravenduck.....	18	—	19
d'Allemagne.....	15	—	16
CORDE D'EMB.			
de Manille.....	8	—	8½
du Nord.....			
FARINE, ₰ bl.....	7 25		7 50
BLED, ₰ baril.			
Mais en coin.....	0 62½		1 00
Seigle, do.....	0 50		0 75
Avoine.....	0 50		0 60
PROVISIONS, ₰ lb			
Bard, dans.....	17½		18 —
Entier.....	12		14 —
Port, Mess.....	19 50		20 —
— Mess 0.....	18 —		
— Mess 00.....	16 —		17½ —
Prime 0.....	15 —		15½ —
PLATE COTTON, ₰ lb.....	6½		7
Vande fuster, Domestic.....	11		11½
sous enveloppe.....	12½		13
Plain cotes.....	7		9½
Egyptien.....	7½		8
Graisse.....	10		11
Beurre, fraiche, ₰ lb.....	13		14
de l'Ouest.....	13		16
Whiskey rectifié.....	23		24
Commun.....	20		21

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Marmora, Myers, Liverpool.

Burke, Watt & co

Burmah, Webster, New York, F Aseley

St. Louis, Watson, Philadelphie, N F Comly & co

Hellespont, Elwell, Boston, J A Merritt

Harriet, Strout, de Chase & Dixey

Brick Julia & Helen, Bartlett, Boston, capt

William, Otis, Hartford, Chase & Dixey

Goël. M. J. Latell, R. Baley, N. York, do

Victor, Gould, Mobile, G E Coolidge

ARRIVES.

Bateau de remorque Pontchartrain, Sheridan, de la Passe S. O. ayant mis en mer le navire Français Pauline et la barque Gen. Foy—il a amené dans le port la barque Duc D'Orléans, le goël. Renette et Anne Ia. le schooner Marion 3 courts, 4 à 6 brasses p. m.; 9 navires en vue, assez inconnus. Navire Columbus, brick Comet, goël. Robt. Bruce et plusieurs petits batimens dans la rivière; navires Southerner et America sur la barre, s'en allant ; le dernier a fait une voie d'eau.

Barque Duc D'Orléans, Woodlef, en 20 jours de Philadelphie.

Goël. Renette, Hammond, de Curacos.

Goël. Barton, McIntyre, du Grand Caillou.

Goël. Amelia, Wilson, de Velasco.

Goël. Poquet, Barnaby, de la Mobile.

Navire à vapeur Cuba, Carson, de Galveston, à Bogert & Hawthorn.

Bateau à vapeur Merchant, Sutton, de la Mobile.

Bateau à vapeur Burlington, Mitchell, de l'embouchure des Arkansas.

Bateau à vapeur New Albany, Montgomery, de Louisville.

Bateau à vapeur Norma, Haygood, de Columbia, Arkansas.

Bateau à vapeur Brian Borheime, Claiborne, de Shreveport.

Bateau à vapeur Velocipede, Dalman, des Natchitoches.

MEMORANDA.

Bateau à vapeur New Albany, a quitté Louisville le 25 courant, rapporte 6 pieds d'eau dans le canal, et 7 pieds à la barre de Cumberland.

Goelette Amelia, Watson, a perdue son mât de hunier dans la nuit du 27 février, dans un coup de vent en dehors de Velasco. Laissé dans la rivière des Brasses, le 26, les goels. Wm Bryan, Byron et D Wulf; la goelette Erie, à l'ancre en dehors de la barre.

DAVIS.—Le navire paquebot ARCHER, capitaine Marston de Philadelphie, est en déchargement en face du marché aux légumes. Les consignataires sont priés de venir recevoir leurs marchandises sur la Levée JAS. D. DENEGRE, agent. 6 mars

DAVIS.—Le bateau à vapeur HOMER, capitaine Carrold, partira positivement pour Louisville et les ports intermédiaires ce matin, à 10 heures. Les passagers sont *priés de se trouver à bord à ladite heure*. FORSYTH & LIMERICK, 6 mars

LEGISLATURE

[Rapporté pour l'Abeille]

SENAT.

La séance publique de ce jour a été extrêmement courte. Après la lecture du procès-verbal de la séance de lundi, Mr. Elan a demandé la reconsidération de l'acte rejeté hier, pour venir au secours de W. A. Powell. A la demande de l'honorable sénateur, cet acte a été renvoyé au comité judiciaire, afin d'aviser au rapport de conscience ce qui est dû à la justice, avec les précautions réglement la législature en cette matière.

Sur les midi et demie *le sénat s'est occupé d'affaires* exécutives et s'est ensuite ajourné à demain, mercredi à 11 heures.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Mr. Patton présente une pétition d'Elisabeth M. Fadden demandant le divorce de cette dernière d'avec son mari. Renvoyé à un comité choisi.

Mr. Lavergne présente une résolution pour que le comité d'éducation soit requis d'examiner la position des écoles publiques, des collèges et des institutions de l'Etat, et qu'il fasse son rapport à ce sujet dans les 20 jours qui suivront la clôture de la session.

Mr. Kenner du comité à qui avait été référé la pétition de A. Moreau et Mary F. Conway rapporte un bill à ce sujet.

Mr. Estivan fait une motion pour que les règles soient suspendues, afin de reprendre le bill pour les secours à accorder à la veuve d'Iberville. Par une section additionelle $5000 sont allouées au juge de police de Livingston, pour améliorations. $2000 sont également allouées pour l'achèvement du pont de la baie de Thompsons.

Le bill et les sections additionelles sont adoptés dans le comité général. Sur la question d'adoption du rapport du comité MM. Davidses, Brashear et Kanner parlent successivement; et une motion faite par Mr. Brashear de déposer le bill sur le bureau est refusée. La résultat des votes pour l'adoption du rapport a été de 15 oui et 15 non, et par le vote de l'orateur le rapport a été adopté. Sur la question de l'adoption finale du bill, il s'est élevé une forte discussion entre MM. Davidson, Brashear et Ratliff ; et elle n'a cessé, que lorsque la chambre a procédé aux ordres du jour.

ORDRES DU JOUR.

La chambre donne son concours à une résolution du sénat, portant que le gouverneur soit requis, dans les bill et résolutions envoyés d'une chambre à l'autre pour le concours de cette chambre, seront discutés avant toutes les autres affaires qui pourraient être devant la chambre à cette époque.

Le chambre prend le bill de la Banque des Citoyens établissant un branch bank de cette institution, chacune avec un capital de $500,000, dans tels lieux et dans telles parties de cet Etat que le président et les directeurs de la mère banque jugeront les plus convenables aux intérêts de l'institution. Ce bill vient du sénat pour obtenir le concours de la chambre. Quelques amendements sont faits, deux sections additionelles sont ajoutées et le bill est alors adopté.

Mr. Brashear demande que le bill du chemin de fer de Nashville soit repris ; mais l'heure étant avancée, la chambre s'ajourne jusqu'à demain matin à dix heures.

Décédé hier matin NATHL. DICK, à l'âge de 58 ans. Ses amis et connaissances sont invités à assister à son convoi sans autre avis, qui partira de sa cidevant demeure, rue du Canal, ce matin à 11 heures.

COMMERCIAL.

REMARQUES.

Les affaires ont été très calmes depuis vendredi, eu égard à la saison de l'année: cependant les ventes en général ont été encore assez étendues, sans être cependant très satisfaisantes, car il n'est à cette époque que les transactions les plus considérables ont ordinairement lieu, et l'on se plaint généralement de la restriction qu'elles ont éprouvée.

Le marché montraire devient graduellement plus facile; mais il y a cependant encore une pénurie dont on se plaint beaucoup.

La change reste le même pour les différentes places; il n'est très peu fait depuis notre dernier écrit.

Les demandes de coton ont été limitées depuis quelques jours; les ventes depuis vendredi s'élèvent à environ 4,000 balles dont 1800 balles ont été vendues hier à des prix tantôt peu en faveur des vendeurs, cependant nous ne changeons point nos côtes, nous notons le marché calme. On attend avec impatience les nouveaux avis qui doivent arriver à Newyork par le navire à vapeur Liverpool.

Il n'est rien fait d'important en tabac; l'existence sur place de cet article augmente tous les jours, mais les acheteurs ne commenceront probablement pas à opérer aux prix qui sont demandés, quelques petites parties ne sont faites à nos côtes que nous avons vendues hier, voyez le tableau.

Farine—La farine se vend à 87 .25 @ 7 50 le baril, ce dernier prix est plus ordinaire et quelques détenteurs demandent davantage. Il n'y a que très peu d'achateurs pour le marché de Liverpool.

Maïs.—Le maïs se vend de 66 @ 70 cents le boisseau; mais les ventes en sont très limitées.

L'avoine est bien demandée à 56 et 60 cents le boisseau, les arrivages, sans que l'existence sur place en soit très peu considérable.

Il n'y a aucun changements dans les prix des provisions; le marché s'approvisionne non les jours davantage; les ventes sont calmes.

Whiskey—Calme et à une tendance à la baisse, nous côtons 23 et 24 cents le gallon pour rectifié.

La fret est toujours sans changement entre; pour Liverpool 3/4 d. pour le Havre 1 1/2 cent, il est très calme à ces prix.

PRIX COURANT DU COTON ET DES PRODUITS.

COTON, ₰ lb.....			
La m. Mouby, bon et fin.....	17	—	18
Bon moyen.....	15½	—	16
Bas.....	14½	—	15
Ordinaire.....	13	—	14½
Tête et N. Ala. bon et fin.....	16	—	17
Bon meilleur.....			
Bon.....			
Moyen.....			
Ordinaire.....			
TABAC, ₰ lb.			
Première qualité.....	11½		12
Seconde do.....	10		10½
Crosse, do.....	08		9
SUCRE, ₰ lb			
Très à fin,.....	6		6½
Choix et belle qualité.....	5½		6
Bar. habitation.....	5½		5½
MELASSE, ₰ gallon			
Bar habitation.....	28		30
TOILE D'EMS ₰ yarde			
De l'Ouest.....	20	—	21
Ravenduck.....	18	—	19
d'Allemagne.....	15	—	16
CORDE D'EMB.			
de Manille.....	8	—	8½
du Nord.....			
FARINE, ₰ bl.....	7 25		7 50
BLED, ₰ baril.			
Mais en coin.....	0 62½		1 00
Seigle, do.....	0 50		0 75
Avoine.....	0 50		0 60
PROVISIONS, ₰ lb			
Bard, dans.....	17½		18 —
Entier.....	12		14 —
Port, Mess.....	19 50		20 —
— Mess 0.....	18 —		
— Mess 00.....	16 —		17½ —
Prime 0.....	15 —		15½ —
PLATE COTTON, ₰ lb.....	6½		7
Vande fuster, Domestic.....	11		11½
sous enveloppe.....	12½		13
Plain cotes.....	7		9½
Egyptien.....	7½		8
Graisse.....	10		11
Beurre, fraiche, ₰ lb.....	13		14
de l'Ouest.....	13		16
Whiskey rectifié.....	23		24
Commun.....	20		21

DAVIS.—Le navire paquebot ARCHER, capitaine Marston de Philadelphie, est en déchargement en face du marché aux légumes. Les consignataires sont priés de venir recevoir leurs marchandises sur la Levée JAS. D. DENEGRE, agent. 6 mars

DAVIS.—Le bateau à vapeur HOMER, capitaine Carrold, partira positivement pour Louisville et les ports intermédiaires ce matin, à 10 heures. Les passagers sont *priés de se trouver à bord à ladite heure*. FORSYTH & LIMERICK, 6 mars

DAVIS.—La barque Due d'Orléans, capt W. R. Hoodless, de Philadelphie, est maintenant en déchargement *en face de l'Hotel de la Monaie*. Les consignataires sont requis de venir recevoir les marchandises sur la Levee. L. H. GALE.

6 mars 93, Commune.

Les passagers par le navire à vapeur COLUMBIA, pour Galveston, sont priés de se trouver à bord aujourd'hui à midi, devant partir positivement à cette heure de la Levée, du bas de la rue Conti.

6 mars SMITH & VOORHIES.

Le navire MARENGO, capitaine Larkin, du Havre, est maintenant en déchargement au dessous du marché aux légumes. Les consignataires sont priés de prendre leurs permis et de venir recevoir leurs marchandises.

4 mars F. PERRET,

UN GRAND CONCERT,

VOCAL ET INSTRUMENTAL.

Au bénéfice des ORPHELINS; sera donné à salle de St. Louis.

Samedi 9 mars, par M. J. J. Jandot.—Dans cette circonstance M. Jandot sera secondé par plusieurs artistes et amateurs les plus distingués de cette ville.

Ordre du concert.—1re partie.

1o. Grande ouverture patriotique, exécutée par l'orchestre du théâtre d'Orléans. E. Prévost.

2o. Air varié pour cornet à piston, éxécuté par M. H. Ducros